le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 01 octobre 2018 N° 448 PRIX : 0,60 Euro

Accroissement de fortune pour une minorité et misère grandissante pour la majorité. Il faut mettre fin au capitalisme !

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Accroissement de fortune pour une minorité et misère grandissante pour la majorité. Il faut mettre fin au capitalisme !

Pages 3-5
-Mali : les petits cultivateurs de coton à la merci des gros requins de la filière
-Une nouvelle affaire de détournement de fonds

Page 5
Sénégal : Macky Sall fait de la lèche aux marabouts milliardaires

Pages 6-7
Côte d'Ivoire : crue du Bandama : l'incurie de l'État est patente

Page 8
Guinée Équatoriale : les frasques révoltantes d'un « fils à papa »

Page 9
Montreuil : relogement provisoire pour les résidents du foyer Bara

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

ACCROISSEMENT DE FORTUNE POUR UNE MINORITÉ ET MISÈRE GRANDISSANTE POUR LA MAJORITÉ. IL FAUT METTRE FIN AU CAPITALISME !

Être ouvrier à Dakar, Bamako, Abidjan ou ailleurs dans les grandes villes d'Afrique et avoir une famille à nourrir, c'est être condamné à vivre dans la misère car les salaires sont dérisoires par rapport à la cherté de la vie. Trouver du travail est déjà une épreuve insurmontable pour de nombreux jeunes sortis de l'école ou ayant abandonné les études pour subvenir aux besoins de la famille. C'est cette vie de misère et cette situation où ils ne voient aucune perspective pour s'en sortir, qui poussent toujours plus de jeunes de nos pays à risquer leur vie en tentant de rejoindre l'Europe sur des embarcations de fortune. Les dirigeants au pouvoir tentent de les en dissuader vainement par des discours moralisateurs mais ce que veulent les chômeurs, ce ne sont pas des discours ni des promesses mais du travail et un salaire décent.

Si pour la grande majorité de la population, avoir le strict minimum pour vivre est problématique, il n'en va pas de même pour la petite minorité de privilégiés qui vit dans l'opulence. Les résidences de luxe se multiplient dans les beaux quartiers aérés et boisés des capitales africaines pendant que dans les quartiers populaires les immondices côtoient les habitations et où, à la première grosse pluie, les habitants se retrouvent les pieds dans l'eau.

Pendant que dans les quartiers pauvres les principales préoccupations quotidiennes sont de savoir comment va-t-on nourrir sa famille, soigner et scolariser ses enfants, dans les villas cossues des quartiers riches on parle « bizness » *et on compte les milliards de Cfa amassés sur le dos des travailleurs et des petits paysans. C'est ainsi qu'on apprend par la presse locale dakaroise que la compétition est rude entre les hommes d'affaires locaux pour déterminer qui a amassé le plus d'argent cette année. Un tel a* « gagné » *tant de millions de dollars, tel autre en a fait moins mais que sa fortune accumulée est supérieure à celle de tel autre, etc. Ce qui n'est jamais dit, c'est que ces fortunes ne tombent pas du ciel ni de la sueur de ces milliardaires en Cfa mais de l'exploitation des travailleurs, quand elles ne proviennent pas directement du pillage des caisses de l'État. La misère, elle non plus n'est pas une fatalité mais le résultat logique d'une société dominée par le système capitaliste où les profits d'une minorité riche et exploiteuse priment sur les intérêts de la majorité.*

Il est possible de mettre fin à ce système inique si les

travailleurs prennent conscience de la force qu'ils représentent et du rôle qu'ils peuvent jouer pour construire un autre monde débarrassé de toutes formes d'exploitation de l'homme par l'homme. Tant que les travailleurs ne mettront pas fin au capitalisme, la misère ne fera que s'aggraver et accroitre le nombre de ses victimes.

Mali

LES PETITS CULTIVATEURS DE COTON À LA MERCI DES GROS REQUINS DE LA FILIÈRE

Une publicité mensongère

Les dirigeants de la CMDT (Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles) se frottent les mains parce que grâce à la bonne pluviométrie de l'hivernage en cours, ils espèrent que la récolte de coton sera bonne et qu'ils vont battre des records de production. Le Mali qui est déjà le premier pays producteur de coton en Afrique, va conforter sa place d'autant plus que l'État qui est le principal actionnaire de la CMDT a augmenté de 3,5 % la superficie de terre consacrée à la culture de cette plante.

Du côté des paysans, cet optimisme est moins partagé car la question qui les préoccupe, c'est celle du prix auquel la CMDT va acheter leur production. En effet, ils ont raison d'être inquiets car les dirigeants de la CMDT pensent avant tout à leurs intérêts propres. Ils poussent les petits paysans à s'engager toujours plus dans la filière du coton et ceux-ci finissent par être liés pieds et poings au bon vouloir de la compagnie qui n'est elle-même qu'un des maillons du marché mondial du coton dominé par quelques trusts de l'agro-business. Quel que soit le prix du coton sur le marché mondial, la CMDT – et derrière elle l'Etat malien - prélève sa part du gâteau sur le dos des paysans.

Ce qui est vrai pour la filière du coton l'est aussi pour toutes les autres matières premières. Un nombre toujours plus grand de paysans se trouvent piégés dans la production des cultures de rente au détriment de l'agriculture vivrière, indispensable à l'alimentation de la population. Finalement c'est l'écrasante majorité de la population qui subit les conséquences désastreuses de ce système capitaliste dans lequel ceux qui produisent les richesses sont à la merci des gros requins qui font la pluie et le beau temps.

Mali

LES MAGISTRATS EN GRÈVE NE RECULENT PAS DEVANT LES MENACES DU POUVOIR

Depuis le 27 août dernier, les magistrats maliens sont entrés en « grève *illimitée* » pour revendiquer des augmentations de salaire et une meilleure protection de leur personne dans l'exercice de leur fonction face à l'insécurité grandissante. Ils sont d'autant plus en colère qu'un accord a été conclu sur ces deux revendications en 2014 entre l'État et les principaux syndicats de la magistrature mais jusqu'à ce jour l'État n'a pas tenu ses promesses.

Le gouvernement a voulu récemment jouer les gros bras en annonçant le non versement des salaires du mois de septembre, mais cela n'a fait que mettre de l'huile sur le feu. Les magistrats ont durci leur mouvement en paralysant l'appareil judiciaire. Les tribunaux ne fonctionnent plus sur l'ensemble du pays ; la délivrance de documents tels que le casier judiciaire et autres papiers émanant de l'administration judiciaire est arrêtée. Cela pose des problèmes à l'État mais aussi aux personnes qui ont besoin de compléter un dossier par exemple.

Le gouvernement accuse les grévistes d'être responsables du report des élections législatives. Celles-ci étaient prévues pour le 28 octobre prochain mais sont reportées au 26 novembre. Les grévistes ne se laissent pas intimider par le pouvoir et exigent que les promesses qui leur ont été faites soient enfin concrétisées. Ils ne veulent plus se contenter d'une nouvelle promesse sans lendemain.

Rappelons que la dernière vague de grèves qui a secoué la fonction publique l'année dernière avait commencé par celle des magistrats. Elle avait fait tache d'huile et touché les employés de différents ministères, les agents hospitaliers et les enseignants entre autres. Des accords ont été signés ici et là pour faire reprendre le travail mais de nombreux points de ces accords n'ont pas vu un début d'application, c'est le cas pour les travailleurs des hôpitaux publics et des enseignants. L'arrogance et le mépris du gouvernement envers les petits fonctionnaires finiront peut-être par raviver les mécontentements et provoquer une nouvelle vague de grèves salutaire.

UNE NOUVELLE AFFAIRE DE DÉTOURNEMENT DE FONDS

Les deux syndicats qui animent le mouvement de grève des magistrats ont menacé de rendre publique une affaire de détournement de fonds publics dans laquelle l'actuel ministre des Finances serait impliqué. Il s'agirait de 3,5 milliards de francs Cfa (plus de 5 millions d'euros) qui se seraient « *curieusement évaporés à l'hôtel des finances à l'occasion du soi-disant dédommagement d'un opérateur économique suite à la crise dans le nord du pays* ». Qui est le fameux « *opérateur économique* » bénéficiaire d'une telle somme ? Qui est le donneur d'ordre de ce versement ? Jusqu'ici, le gouvernement n'a pas commenté cette rumeur. Mais cela ne surprendra pas grand monde au Mali d'apprendre que des affaires de ce genre existent au plus haut sommet de l'État. Cela ne date pas d'aujourd'hui et c'est plutôt monnaie courante.

UNE RENTRÉE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES FAMILLES PAUVRES

De nombreuses écoles resteront fermées au Nord et au Centre du Mali, principalement à cause de la guerre et de l'insécurité qui dure depuis 2013. Selon une étude de l'Unicef (un organisme de l'ONU chargé de l'enfance), plus de

380.000 enfants seront exclus de la scolarisation cette année. Déjà l'année dernière, 400 établissements n'avaient pas pu ouvrir dans les régions de Mopti et de Kidal. Cette année, cela risque d'être encore plus catastrophique car en plus de la guerre il y a eu des inondations qui ont touché de nombreuses localités ; beaucoup d'écoles ont été réquisitionnées pour loger des sinistrés.

Les principales victimes de cette situation sont surtout les familles pauvres car les riches ont les moyens d'envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles sécurisées.

Mali

QUAND IBK JOUE AU PRÉSIDENT TRANSPARENT

Le 6 septembre dernier, 48 heures après son investiture, IBK a fait solennellement la déclaration de ses biens devant la Cour suprême, histoire de montrer qu'il respecte la Constitution et qu'il est « *transparent* ». Mais qu'a-t-il déclaré au juste ? On ne le saura pas. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'est pas idiot au point de déclarer l'argent qu'il a détourné des caisses de l'État depuis des années.

Sénégal

MACKY SALL FAIT DE LA LÈCHE AUX MARABOUTS MILLIARDAIRES

Macky Sall s'inclinant devant le « khalife général des mourides »

Pour préparer sa réélection, Macky Sall multiplie les gestes en direction des grands marabouts, notamment ceux des grandes confréries religieuses. À ceux de Touba, haut lieu du mouridisme, il a promis la construction d'une autoroute reliant cette ville à Dakar. À l'occasion de la dernière fête de la Tabaski, il a déjà distribué plusieurs millions de Cfa et engagé des travaux d'assainissement aux frais de l'État, de même que pour la réfection de certaines mosquées.

Pour ne pas faire des jaloux du côté de la confrérie des Tidianes, il a aussi fait des cadeaux pour embellir leur capitale Tivaouane. Tout dernièrement il a reçu au palais présidentiel, le marabout de la mosquée de Médina Baye qui fait figure de grande autorité dans la ville de Kaolack. Celui-ci n'était pas content parce qu'il estimait avoir lui aussi droit aux largesses présidentielles. Il est ressorti satisfait de la rencontre avec Macky Sall après avoir obtenu ce qu'il voulait.

Tous les présidents qui se sont succédé au pouvoir dans ce pays, à commencer par Senghor qui était pourtant catholique, ont eu recours aux mêmes pratiques. Wade et Macky Sall ont poussé le bouchon un peu plus loin en allant même faire acte d'allégeance devant le grand marabout de Touba. Ils sont fiers d'annoncer publiquement qu'ils sont les talibés (disciples) de ces marabouts milliardaires tout droit sortis du Moyen Âge et qui tirent la société en arrière.

Côte d'Ivoire

CRUE DU BANDAMA : L'INCURIE DE L'ÉTAT EST PATENTE

La région de la Marahoué est touchée par une inondation due à la crue du fleuve Bandama. Des quartiers des villes de Zuénoula et de Bouaflé, ainsi que des plantations ont été inondés. Officiellement, on dénombre plus de 6000 sinistrés.

Ville de Bouaflé inondée par les eaux du Bandama

Aujourd'hui, on ne sait pas au juste à quoi est due la montée des eaux du fleuve. Est-ce une forte pluviométrie ou des avaries dans la gestion des barrages de Kossou ou de Taabo ? Dans les différents communiqués, les autorités se contentent de parler de la crue du Bandama sans parler des causes. De telles inondations ne s'étaient pas produites dans la région depuis des décennies.

Le Bandama prend sa source dans la région de Korhogo et son embouchure se trouve à Grand-Lahou. C'est un fleuve interne à la Côte d'Ivoire, par conséquent contrôler ses fluctuations devrait être à la portée des autorités ivoiriennes, d'autant plus qu'il alimente deux barrages hydroélectriques (Kossou et Taabo) et que de larges zones agricoles se trouvent sur son bassin. Avec les plantations inondées, la région n'est pas à l'abri d'une crise alimentaire voire d'une famine dans les semaines et les mois à venir.

L'État s'est une fois de plus illustré par son irresponsabilité et son incompétence en matière de secours aux sinistrés. Depuis plus de deux semaines que dure l'inondation, les populations, chassées de leurs logements par les eaux, sont livrées à elles-mêmes. Ceux qui n'ont pas trouvé à se loger dans des familles sont toujours dans des abris de fortune. En guise de soutien, les représentants du gouvernement n'ont apporté jusque-là que 3 tonnes de riz et d'autres petites choses. C'est-à-dire pas plus de 0,5 kg de riz par personnes. C'est sans commentaire !

ÉCOLE GRATUITE, UN MENSONGE!

La rentrée scolaire a été fixée au 10 septembre cette année. Si quelques écoles ont commencé les cours, beaucoup d'élèves restent encore à la maison. Les parents attendent la fin du mois, une fois que les salaires seront perçus, pour les inscrire.

En Côte d'Ivoire l'école est censée être gratuite jusqu'à 16 ans. Mais on ne sait pas trop ce que le mot « *gratuit* » signifie pour les autorités gouvernementales, parce que tout élève doit s'acquitter de certains frais pour avoir accès à une salle de classe. Rien que les frais d'inscription en ligne coûtent 6 100 F pour être enregistré dans l'enseignement public. Ensuite il faut encore payer 6 000 F pour être inscrit dans une école. Il faut ajouter l'achat d'un paquet de papier rame (2 500 F), une chemise à « *rabat cartonné* » (1 000 F), le COGES (4 000 F) et une tenue de sport (4 000 F). À cela il faut ajouter les fournitures : livres, cahiers et autres instruments.

Lorsqu'un élève est affecté par l'État dans un établissement privé, c'est encore pire. L'inscription en ligne est de 3100 F, les frais d'inscription varient entre 35 000 et 400 000 F selon les établissements. Il n'est donc pas surprenant que les « *fondateurs* » d'école privées fassent du lobbying pour

avoir le maximum d'élèves affectés dans leurs établissements. Comme ça, ils peuvent se faire payer deux fois : une fois par les parents d'élèves et une deuxième fois par l'État.

Dans ces conditions, beaucoup d'élèves arrêtent les études simplement par manque de moyens. Alors, la prétendue « *école gratuite en Côte d'Ivoire* » n'est qu'une publicité mensongère !

Côte d'Ivoire

ÉCHO D'ENTREPRISE :

LA LUTTE EST LE SEUL LANGAGE QUE COMPRENNENT LES PATRONS

Les travailleurs de Copaci, une entreprise de fabrication de produits cosmétiques, ont débrayé pour protester contre le retard des salaires des journaliers. En effet, plusieurs jours après la fin de la quinzaine, les journaliers n'avaient toujours pas reçu leur salaire. Déjà qu'il est maigre, si en plus de cela il ne tombe pas à temps, ça devient plus compliqué.

Voyant que le patron prenait son temps en prétextant qu'il n'avait pas d'argent, les travailleurs ont tapé du poing sur la table. Les embauchés comme les journaliers ont arrêté le travail pour exiger le paiement immédiat des salaires en retard. Ils étaient décidés à ne reprendre le travail que si le patron accédait à leur revendication. Face à l'union et à la détermination des travailleurs, le patron a cédé. Il a rapidement trouvé de l'argent. C'est un exemple à suivre.

Guinée Équatoriale

LES FRASQUES RÉVOLTANTES D'UN « FILS À PAPA »

Le fils du dictateur de la Guinée équatoriale a récemment effectué un voyage au Brésil à bord de son jet privé. Manque de chance, la douane brésilienne a découvert que ses valises ne contenaient pas seulement des affaires ordinaires : l'une contenait plus d'un million de dollars et l'autre, des montres de luxe pour 15 millions. La loi brésilienne n'autorise que 2400 dollars au maximum.

Ce n'est pas la première fois que ce monsieur voyage avec des sommes importantes. Il a tenté de blanchir, en France, environ 150 millions d'Euros de 1997 à 2011. Il a été condamné à 30 millions d'Euros d'amende et trois ans de prison avec sursis pour "*des biens mal acquis*"

L'argent provenant de la vente du pétrole est en grande partie détourné par le clan Obiang qui règne en maître absolu dans ce pays. Pendant ce temps, la population vit dans la misère.

Théodorin n'est pas le seul « *fils à papa* » à se distinguer par ses frasques. Récemment, en Angola, le fils de l'ex-président dos Santos a été accusé du détournement de 500 millions de dollars alors qu'il était en charge de la gestion d'un fonds étatique. Accusé d'escroquerie et de détournement de l'argent de l'État, il est uniquement sous contrôle judiciaire.

Au Sénégal, Karim Wade, fils de l'ex-président Abdoulaye Wade, a été lui aussi accusé « *d'enrichissement illicite* » à hauteur de plus de 170 millions d'Euros. Il a profité de son poste de ministre et de conseiller du président du Sénégal pour s'en mettre plein les poches. Il avait un immense pouvoir dans le pays, au point d'être surnommé « *ministre du ciel et de la terre* ».

Tous ces détournements de fonds publics ne sont que la partie visible de l'iceberg. Les sociétés d'extraction de minerais, les sociétés pétrolières et agro-industrielles se sont accaparées, pour une bouchée de pain, de toutes les richesses du sous-sol des pays d'Afrique, elles ont aussi mis la main sur les cultures de rentes.

Les dirigeants africains participent aussi à leur niveau à ce pillage impérialiste à grande échelle. C'est d'autant plus révoltant que les populations vivent dans la misère et le dénuement. C'est ainsi que fonctionne le système capitaliste qui ne sème que la misère et la désolation pour un grand nombre de gens au profit d'une minorité de parasites et d'exploiteurs.

Tchad

UN REJETON DE DEBY PILLE 17 MILLIARDS DES CAISSES D'UNE RAFFINERIE DE PÉTROLE

Selon un organe de presse local, le fils de Deby, Directeur adjoint de la société China National Petroleum Corporation (CNPC) qui exploite depuis 2011 la raffinerie de pétrole de Djarmaya, aurait pillé 17 milliards de francs CFA des caisses de cette entreprise pour que, paraît-il, son père puisse faire la guerre dans le nord du pays.

Ce vol s'est produit alors que le Directeur général, un Chinois, était en congé en Chine. De retour à Ndjaména, il demande des comptes à son adjoint qui dit avoir remis cet argent à son père. Fâché, le DG refuse de payer les salaires du mois d'août des travailleurs tchadiens de l'entreprise ; les cadres chinois, eux, sont payés. Le fils du président, en courroux, débarque à Djarmaya avec la garde présidentielle et prend en otage tous les Chinois de la CNPC. Il a fallu l'intervention de l'ambassadeur de la Chine à Ndjaména pour débloquer la situation.

Déby claironne tout haut que le pays est en crise, que l'argent manque à cause de la chute du prix de pétrole. Il a eu le culot de demander récemment aux fonctionnaires en grève générale depuis 6 mois, de faire des sacrifices en renonçant à leurs revendications.

Mais pour lui, sa famille et son clan, la crise n'existe pas. Ils continuent à se servir grassement dans les caisses de l'État, en toute impunité, pour leurs besoins personnels ; le régime tue, assassine des opposants, interdit toute manifestation, tout rassemblement des travailleurs, tout cela sous l'œil complice et avec le soutien tacite de l'impérialisme français. C'est révoltant !

Montreuil

RELOGEMENT PROVISOIRE POUR LES RÉSIDENTS DU FOYER BARA

Le 26 septembre dernier, le maire communiste de Montreuil a réquisitionné un immeuble appartenant à l'État (l'Agence pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) inoccupé depuis trois ans, pour y installer provisoirement les résidents de foyer Bara qui devrait être reconstruit à cause de son état d'insalubrité.

Le 26 septembre, dans les locaux du batiment réquisitionné de l'Afpa à Montreuil

150 travailleurs se sont portés volontaires dans un premier temps ; environ 70 autres les ont rejoints. Ce qui fait 220 relogés sur un total de 400, maliens pour la plupart.

À propos de ce foyer, le maire a notamment déclaré à la presse : « *C'est indigne, sale, avec des rats, et même dangereux. Il y a urgence à évacuer ! L'État se comporte en marchand de sommeil.* »

Auparavant les services de la ville ont installé des blocs sanitaires, des toilettes et une cuisine pour accueillir ces travailleurs. Prévu à l'origine pour 150 personnes, le foyer Bara, géré par Coallia (ex-Aftam) en héberge 400 – et certainement plus si l'on compte les résidents non officiels – dans des conditions de vie et d'hygiène plus que déplorables.

Rappelons que dans les années 60-70, les premiers foyers des travailleurs immigrés furent construits par l'État pour répondre à la demande pressante de la bourgeoisie française en matière de main d'œuvre. Les grandes entreprises et branches professionnelles (Renault, Peugeot, métallurgie, bâtiment et travaux publics,…) étaient les premières consommatrices de main d'œuvre immigrée. L'État au service des bourgeois et des riches avait même envoyé des recruteurs en Afrique pour y chercher de la main d'œuvre. Ces travailleurs immigrés étaient dans un premiers temps condamnés à vivre dans des taudis et des usines désaffectées, sans que l'État prenne en charge leur logement. Il a fallu de longues années de luttes collectives des travailleurs immigrés pour obtenir les premiers foyers construits en dur.

Le foyer Bara, a vu le jour en 1960. C'était une ancienne usine de pianos désaffectée transformée en logement social. Aujourd'hui vétuste et surpeuplé, il est à démolir pour être ensuite reconstruit. Mais le projet tarde, et le foyer devient de plus en plus invivable, d'où la décision de réquisition du maire de Montreuil de reloger provisoirement les résidents en attendant cette reconstruction.

C'est une opportunité que les résidents du foyer Bara pourraient saisir pour s'organiser et lutter afin que certains d'entre eux ne se retrouvent pas dans la rue avec la démolition et la reconstruction du foyer. Quelques uns craignent, à juste titre, de quitter le foyer sans une garantie.

La lutte des travailleurs de l'ex foyer 49 (Rue Léon Gaumont), dont une partie est actuellement logée à la résidence du Nouveau Centenaire, tout droit sortie de terre au 45 avenue Pasteur à Montreuil, est un exemple à suivre. C'est par leur lutte, une lutte de longue haleine qu'ils ont obtenu la construction de cette résidence gérée en

grande partie par eux-mêmes. Ils y vivent dans des conditions de vie décentes.

Des délégués du Nouveau Centenaire se disent prêts à aider leurs camarades de la rue Bara en mettant leurs expériences et leur savoir faire à leur service s'ils sont déterminés à mener une lutte collective pour un relogement final dans des conditions acceptables pour tous les résidents.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.